

L'agression du jeune Augustin «relève d'un phénomène de masse»



Article rédigé par *RT France*, le 28 août 2020

Source [RT France] Rebondissant sur la récente agression du jeune Augustin, amplement commentée dans la presse, l'avocat Régis de Castelnau s'exprime auprès de RT France sur l'«ensauvagement» du pays et le «sentiment d'insécurité» des Français. RT France : On assiste depuis plusieurs semaines à une succession de cas de violences plus ou moins relayés dans les médias.

L'agression d'Augustin est-elle un énième fait divers ?

Régis de Castelnau : Ce que le président de la République, suivi ensuite par son nouveau ministre de l'Intérieur, a qualifié d'incivilités, est la conséquence d'un phénomène particulier qui s'est produit cet été dans notre pays. Les banlieues abandonnées, territoires perdus de la république et laissés à la gestion commune de la pègre et de l'islamisme, on les connaissait déjà et depuis longtemps. La lecture de la presse vous confronte à une litanie de soi-disant fait divers qui présentent tous des caractéristiques communes : émeutes, vols avec violences, agressions en bande, trafic de drogue à ciel ouvert, harcèlements sexistes. La nouveauté, c'est que les centres-villes, ainsi que les lieux de loisirs estivaux, et ce dans toute la France, ont été abandonnés à une délinquance de rue particulièrement violente. La lecture de la presse vous confronte à une litanie de soi-disant fait divers qui présentent tous des caractéristiques communes : émeutes, vols avec violences, agressions en bande, trafic de drogue à ciel ouvert, harcèlements sexistes, toute la panoplie de ce qui pourrait la vie des couches populaires déjà secouées par le confinement est au rendez-vous.

Et en général, on est confronté à une absence d'intervention policière digne de ce nom, et lorsque les voyous sont interpellés, la justice fait preuve d'une absence de réaction tout à fait stupéfiante. Rappelons-nous cette agression au marteau contre un père de famille, ou celle de ce maire demandant de faire moins de bruit et dont les auteurs pourtant identifiés et arrêtés immédiatement ont été relâchés dans la nature. Cette présentation est malheureusement conforme au réel, dans la mesure où tout ceci ne se déroule plus seulement dans les «quartiers» mais dans les centres-villes de tout le pays, pourtant jusqu'à présent à peu près protégés. L'agression du jeune Augustin n'est donc pas un fait divers, mais relève d'un phénomène de masse sur les causes et les conséquences duquel il conviendrait de travailler sérieusement. L'agression du jeune Augustin n'est donc pas un fait divers, mais relève d'un phénomène de masse sur les causes et les conséquences duquel il conviendrait de travailler sérieusement. Alors il est probable que cette partie délinquante de la jeunesse s'est retrouvée complètement disponible compte tenu de la disparition des occupations estivales et de la possibilité des voyages à l'étranger.

Il y a également une autre caractéristique que l'on retrouve dans chacune des agressions, c'est l'incroyable sentiment d'impunité qui habite les voyous, et une arrogance liée à ce qui s'est produit avec l'affaire Traoré et l'importation en France des débats américains après la mort de Georges Floyd. La complaisance initiale d'Emmanuel Macron, demandant à sa ministre de la Justice et à son ministre de l'Intérieur de prendre le parti de la famille Traoré, les interventions d'un certain nombre d'intellectuels indigénistes considérant ces

violences comme quasiment justifiées par le passé esclavagiste et colonial de la France. Ce qui s'est produit dans notre pays pendant ces longues semaines est un fait politique extrêmement important, qui a élargi la question de l'insécurité en lui donnant des caractéristiques ethniques qu'il est difficile de nier.

Ces questions vont constituer un enjeu considérable dans les débats politiques qui s'amorcent dans la perspective de la prochaine présidentielle. RT France : Comment interpréter l'absence de réactions (du moins dans l'immédiat) des membres du gouvernement dans cette affaire ? Régis de Castelnau : Cette absence de réaction est liée justement à l'ambiguïté de la réaction d'Emmanuel Macron à la manifestation du comité Adama Traoré au sortir du confinement. La complaisance qu'il a manifestée validant en quelque sorte le récit pourtant mensonger faisant d'Adama Traoré un martyr de la violence systémique et raciste de la police française. Il a quand même demandé, en pleine procédure judiciaire et en violation de la séparation des pouvoirs, à la garde des Sceaux de recevoir la famille plaignante ! Et ensuite, Christophe Castaner, dont il est difficile de penser qu'il agissait de sa propre initiative, a déclaré officiellement que la loi républicaine était d'application à géométrie variable, et que les interdictions de manifestation pour cause de pandémie et par nécessité de protection de la population, n'étaient pas applicables dès lors qu'il s'agissait de défilé pour Traoré !

Il y a probablement d'autres raisons à la discrétion des membres du gouvernement, avec tout d'abord la terreur qui les habite d'être critiqués par les belles âmes et les peuples. Les opinions d'Omar Sy ou de Virginie Despentes sont beaucoup plus importantes que celles des couches populaires confrontées à cette violence. Ensuite, chez eux aussi, bien placés pour savoir l'incroyable affaiblissement de l'Etat dans ses fonctions régaliennes, la peur que ces interventions répressives voulues par les Français provoquent un embrasement qui deviendrait incontrôlable. Cela en dit long sur la situation que 30 ans de gabegie ont permis d'installer. RT France : La droite a largement réagi à cette agression, en usant notamment du slogan «Justice pour Augustin», tandis que la gauche s'est faite plus discrète. Y a-t-il un risque de récupération politique de cette affaire ?

Régis de Castelnau : La «récupération politique» est chose normale et souhaitable dans un régime démocratique. Les opinions doivent pouvoir se confronter, et les différents courants doivent pouvoir s'exprimer. Le présenter comme un risque est une manœuvre habile visant à éviter d'en parler pour masquer le réel ou à disqualifier l'événement pour lui retirer ses caractéristiques qui permettent de le rattacher justement à cet «ensauvagement» dénoncé par le nouveau ministre de l'Intérieur sous les clameurs indignées de la police du langage, toujours soucieuse de prendre la pose et d'exhiber ce signe extérieur de richesse qu'est son antiracisme. Exprimé en général depuis ses quartiers où elle voit furtivement les travailleurs issus de l'immigration dès lors qu'ils viennent ramasser ses poubelles, faire la plonge dans ses restaurants, tenir les caisses de leur Carrefour City ou garder leurs enfants.

En savoir plus sur RT France :

<https://francais.rt.com/opinions/78261-regis-castelnau-agression-jeune-augustin-releve-phenomene-masse>